

LOI SANITAIRE

Les critiques de l'Ordre des pharmaciens

Le président du Conseil national de l'Ordre des pharmaciens déplore que son institution n'ait aucune connaissance de la dernière mouture de la loi sanitaire. Il émet également des inquiétudes quant au rôle réservé à l'Ordre des pharmaciens dans cette même loi.

Rym Nasri - Alger (Le Soir) - Pour Lotfi Benbahmed, les rédacteurs de l'avant-projet de la loi sanitaire «ont trahi» les assises nationales de la santé. «On nous a présenté un projet de loi qui ne répond pas du tout à nos attentes et nos propositions et recommandations n'ont pas été prises en compte», explique-t-il.

Quant à la dernière mouture de la loi sanitaire qui sera incessamment présentée au secrétaire général du gouvernement, il assure que son ins-

titution n'en a pris aucune connaissance à l'heure actuelle. D'ailleurs, il affiche une «réelle inquiétude» quant au rôle réservé à l'Ordre des pharmaciens dans cette même loi. Un sujet, précise-t-il, qui n'a pas été «débatu».

Invité, hier, du forum du quotidien *Liberté* à Alger, le président du Conseil national de l'Ordre des pharmaciens estime qu'il y a un certain «recul» dans le traitement de la faute professionnelle et de la sanction disciplinaire dont seraient passibles leurs auteurs.

Lotfi Benbahmed revient également sur la définition des missions des différents acteurs de la chaîne pharmaceutique (officines, établissements de production, d'exportation, de distribution, pharmacie ainsi que les laboratoires d'analyses médicales), l'une des principales propositions de son institution. Il rappelle que dans le cadre de l'ancienne loi sanitaire, tout



Benbahmed inquiet quant au rôle réservé à l'Ordre des pharmaciens.

Photo : DR

était sous le «monopole» de l'Etat. Citant l'exemple des officines, il précise qu'aujourd'hui, l'officine ne se contente pas uniquement de délivrer des produits. «Le pharmacien joue le rôle de l'accompagnement et de l'éducation thérapeutique du patient pour mieux gérer sa maladie, sans pour autant remplacer le médecin.» Une nouvelle tendance qui, dit-il, a gagné du terrain dans le monde.

Il évoque aussi la pharmacie hospitalière qui, selon lui, doit être un service à part

entière. «La pharmacie hospitalière ne doit pas dépendre d'une sous-direction d'un service d'économat qui gère le médicament et qui conduit à la gabegie que connaissent aujourd'hui les hôpitaux, avec une mauvaise répartition des médicaments, des produits périmés, ...», dit-il encore.

Le président du Conseil national de l'Ordre des pharmaciens estime que la définition de la mission de tous ces acteurs permettra «la traçabilité de la responsabilité pharmaceutique».

Ry. N.

EXERCICE ILLÉGAL DE LA PHARMACIE ET LA MÉDECINE

Le «vide réglementaire» dénoncé

Le président du Conseil national de l'Ordre des pharmaciens dénonce l'exercice illégal de la pharmacie et la médecine par certains charlatans. Selon lui, l'actuel «vide réglementaire» a été exploité par de nombreux spéculateurs.

Il affirme que de nombreux magasins vendent des compléments alimentaires et des produits de phytothérapie avec des formes pharmaceutiques.

«Nous y trouvons même des corticoïdes et des produits considérés comme des médicaments qui ne passent par aucun laboratoire de contrôle. Nous soupçonnons réellement l'existence de produits de contrefaçon», dit-il.

Lotfi Benbahmed s'indigne également du fait que ces «charlatans» se permettent d'afficher la liste des maladies et des produits sur les vitrines de leurs boutiques.

Estimant qu'il est temps de mettre en place une réglementation qui canalise tous ces produits dits compléments alimentaires ou produits de phytothérapie, il précise que son institution a non seulement attiré l'attention des autorités sur cette problématique mais qu'elle compte aussi porter plainte devant le procureur de la République pour «exercice de la médecine illégale».

Ry. N.

LA FÉDÉRATION ALGÉRIENNE DES CONSOMMATEURS DÉPLORE :

«Le consommateur ne défend pas ses droits»

Le consommateur algérien connaît-il ses droits ? La Fédération algérienne des consommateurs répond par oui. Le problème, dit-elle, le consommateur «n'en fait pas usage».

Une étude établie par la Fédération algérienne des consommateurs en 2013 sur un échantillon de 800 personnes a démontré que 64% connaissent leurs droits.

Les jeunes dont la tranche d'âge varie entre 19 et 25 ans sont les consommateurs les plus informés sur leurs droits. Cependant, souvent le consommateur ne se défend

pas. «Nous sommes des râleurs mais on reste dans une situation de passivité», a indiqué le secrétaire général de la Fédération algérienne des consommateurs.

Selon Zaki Harriz, président de la Fédération qui s'exprimait, hier, lors d'une conférence de presse au quotidien *El Moudjahid*, à l'occasion de la Journée internationale du

consommateur, célébrée le 15 mars, la Fédération accompagne le consommateur et peut se constituer partie civile mais elle n'est pas habilitée à déposer une plainte.

C'est au plaignant, dit-il, de franchir ce pas. M. Harriz a rappelé que le président américain, John Kennedy, fut le premier à proclamer les droits du consommateur. Ce dernier a proclamé quatre droits dont le droit à la sécurité, à l'information, au choix et à la représentation. Les Nations unies ont par la suite ajouté quatre

autres droits. Il s'agit du droit à l'éducation, à satisfaire les besoins essentiels, au recours et le droit de vivre dans un environnement sain et propre. Au total, le consommateur possède huit droits fondamentaux.

Le conférencier a indiqué que la Fédération reçoit quotidiennement 120 appels sur le numéro vert (30 00).

La plupart sont liés à des problèmes avec les concessionnaires automobiles, selon lui.

S. A.

APRÈS LE GRAND RASSEMBLEMENT DE OUARGLA

In Salah veut voir «la cause» s'étendre à d'autres régions du pays

Après le grand rassemblement ce samedi à Ouargla, et auparavant la visite d'une délégation de la CNLTD à In Salah, les militants et manifestants anti-gaz de schiste nourrissent de nouveaux espoirs : voir la cause s'étendre à travers le pays.

Pour Taleb Ahmed Abdellah, membre du comité des représentants de la société civile d'In Salah, la cause anti-gaz de schiste doit absolument sortir du Sud. «Nous souhaitons voir cette cause noble portée à l'est, à l'ouest et au centre du pays», espère-t-il après le succès qu'a connu le grand rassemblement de ce samedi à Ouargla. Ce dernier estime que les habitants d'In Salah représentent une minorité et ont plus que jamais besoin du soutien du reste du pays, pour un plus grand succès de leur cause.

Taleb Ahmed Abdellah imagine ce soutien se transformer en rassemblements pacifiques. «Le Sud est un peu isolé, et des manifestations au centre du pays ont plus d'écho, particulièrement à Alger. Si les voix de tous les Algériens se joignent à la nôtre, la cause anti-gaz de schiste aboutira. Après tout, la ressource hydraulique que nous voulons protéger concerne l'avenir de tous...», ajoute-t-il. Aussi, ce membre du comité des représentants de la société civile d'In Salah espère voir les partis de l'opposition bouger dans le même sens. «Le déplacement d'une délégation de la CNLTD à In Salah, ou encore la participation de l'opposition au rassemblement de Ouargla, sont certes louables et salutaires, mais leurs actions auront plus d'effet si elles viennent à être tenues de manière permanente dans d'autres régions du pays.

La marche du 24 février à Alger a eu beaucoup d'écho. Nous aurions aimé voir une telle manifestation se reproduire chaque samedi. Ne serait-ce une marche symbolique des chefs de formations politiques», suggère-t-il.

«C'est le pouvoir qui représente un danger pour l'unité du pays»

Hier, le rassemblement permanent à la place de la Résistance, dite Somoud, s'est poursuivi pour son 75^e jour. Toutefois, beaucoup de jeunes protestataires se sont dirigés dans la matinée à l'hôpital de la ville pour faire don de leur sang après l'accident tragique qui a eu lieu à environ 70 km au nord d'In Salah.

Un bus de transport de passagers assurant la liaison entre Béjaïa et Tamanrasset a, en effet, percuté un camion, occasionnant la mort de 11 personnes et faisant 25 blessés. Un sinistre qui a beaucoup affecté la population d'In Salah, selon toujours notre interlocuteur.

Néanmoins, assure-t-il, la mobilisation est restée intacte et de nouvelles dispositions ont été prises. Il s'agit d'un nouvel agenda de protestation. «Chaque samedi, il y aura une marche, puis un grand rassemblement à la place Somoud, et chaque dimanche, une grève générale touchant l'ensemble des secteurs. Cependant, l'administration et les commerces vont reprendre l'activité, et seront ouverts pendant les autres jours de la semaine. Le campement permanent des jeunes d'In Salah à la place de la Résistance sera aussi maintenu», précise-t-il.

Par ailleurs, et s'agissant des propos tenus par certains partis du pouvoir, selon lesquels la mobilisation contre le gaz non-conventionnel représente un danger pour le pays, Taleb Ahmed Abdellah pense plutôt le contraire. «C'est le pouvoir qui représente un danger pour l'unité du pays, à travers ses tergiversations, ses manœuvres et ses manipulations. Le problème de l'exploration du gaz de schiste à In Salah aurait pu être réglé au début des manifestations», conclut-il.

Mehdi Mehenni